

prétendument vital entre les armes nucléaires «préstratégiques» en Europe et la force stratégique nucléaire américaine. Depuis dix ans, la Marine américaine a réussi à résister à tous les efforts déployés pour inscrire dans les négociations les armes nucléaires tactiques basées en mer. Le 27 septembre, balayant cette opposition, M. Bush a annoncé que les États-Unis dénucléariseraient unilatéralement la plupart des navires de leur flotte, «l'essentiel étant que, dans des circonstances normales, nos bâtiments ne transporteront pas d'armes nucléaires tactiques».

Quant au lien entre les forces nucléaires en Europe et en Amérique du Nord, il était déjà sapé en partie par le malaise croissant que suscite en Europe le déploiement permanent d'armes nucléaires de courte portée en Allemagne et ailleurs. Le 27 septembre, le président Bush a effectué un remarquable virage à 180° en acceptant la vieille proposition des Soviétiques et en proposant lui-même d'éliminer quelque 2 300 armes nucléaires de théâtre basées au sol. Les Soviétiques, a-t-il expliqué, «devraient marcher de concert avec nous», ce qui veut dire qu'ils devraient démanteler et éliminer «tout leur arsenal d'armes nucléaires de théâtre basées au sol». Amen, répondent ceux que l'on a délégués à la surveillance du port de Beyrouth.

Les propositions formulées le 27 septembre par George Bush ne manqueront pas d'être critiquées, mais il serait ridicule de ne pas reconnaître la rupture avec le passé qui vient d'avoir lieu. Le gouvernement Bush mettra-t-il autant d'ardeur à entreprendre d'autres changements qui entameraient plus encore les arsenaux nucléaires ? C'est là que certaines caractéristiques du nouveau style influenceront sur les prochains gestes des Américains et sur les intérêts de leurs alliés, y compris du Canada.

CES PROPOSITIONS DU 27 SEPTEMBRE NE TRANCHAIENT pas seulement avec les processus START, elles étaient de plus présentées après un minimum de consultation avec les alliés. En fait, ils n'ont été «consultés» que quelques heures avant le discours afin de préserver l'effet de surprise, ce qui renforce l'impression grandissante que Washington opte pour l'unilatéralisme. Il se peut que, désormais, les ennuyeuses procédures de la diplomatie multilatérale interalliée suscitent une impatience accrue, et que les requêtes spéciales des alliés soient reçues avec une plus grande indifférence.

Dans les négociations relatives à une convention sur les armes chimiques, par exemple, les États-Unis sont revenus sur leur attachement antérieur à un régime de vérification strict, sans grands signes d'embarras ou de respect vis-à-vis des mêmes alliés, dont le Canada, qui continuent d'appuyer la position occidentale favorable aux inspections «intrusives». Washington pourrait adopter une approche tout aussi unilatérale au sujet de la modification ou de l'abrogation du Traité ABM, pour lequel il est improbable que l'opinion des alliés ait de l'importance dans de futures ouvertures américaines à l'égard des Soviétiques.

Si le Canada et d'autres États veulent infléchir les attitudes changeantes des États-Unis en matière de limitation des armements, il leur faudra, dans

le courant de l'année à venir, réexaminer l'orientation et les objectifs de la politique américaine et déterminer quelles politiques servent l'ensemble des intérêts nationaux et internationaux. Voici quelques points clés à étudier.

Premièrement, contre qui les 8 000 armes stratégiques américaines de l'après-START sont-elles maintenant tournées ? En l'absence d'ennemi plus convaincant, probablement toujours contre l'Union soviétique, rétrécie par la perte des pays baltes et encore plus déconcertée par l'émergence de républiques autoproclamées non dotées d'armes nucléaires. La désintégration de l'URSS souligne donc la nécessité de réduire considérablement les forces stratégiques de manière à ce qu'il ne reste plus qu'un millier d'ogives d'ici à la fin de la décennie.

L'INTÉRÊT DU CANADA DANS CE PROCESSUS EST direct. Dans son discours du 27 septembre, le président Bush a également annoncé que toutes les forces nucléaires stratégiques seraient rassemblées sous un commandement stratégique unique. Cela rappelle un rapport du mois de janvier 1991, confirmé par des fonctionnaires canadiens, selon lequel les États-Unis envisageaient de combiner en un seul commandement stratégique les capacités de surveillance et les forces d'interception du Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord (NORAD) américano-canadien et les forces stratégiques offensives de l'armée de l'air et de la Marine américaines.

Deuxièmement, le Sénat américain appuie maintenant officiellement le déploiement d'un système ABM terrestre d'ici à 1996 et il a demandé la modification du Traité ABM pour permettre une défense du pays entier. Le système envisagé, qui couvrirait une très large portion du Canada, relèverait presque à coup sûr du commandement stratégique unique susmentionné. Il n'est donc pas prématuré de demander si le système ABM appuyé par le Sénat contribuerait à une réduction considérable des arsenaux nucléaires ou si, au contraire, la décision de déployer des défenses anti-missiles balistiques incitera d'autres pays détenteurs d'armes nucléaires à répondre par un accroissement de leur capacité offensive.

Troisièmement, si l'Europe, qui cherche à présent à se défaire des armes nucléaires, n'est plus le point de départ d'une confrontation américano-soviétique, les énormes arsenaux stratégiques restants seront opposés l'un à l'autre, encore qu'à un très faible niveau de tensions, sur un axe transpolaire. En conséquence, c'est peut-être le moment ou jamais d'explorer les possibilités d'une mise en commun des informations glanées par les stations de détection afin de rendre la région circumpolaire nord totalement transparente pour toutes les parties intéressées. En l'occurrence, il s'agit non seulement du Canada et des pays scandinaves, mais aussi des nouveaux

États baltes qui, comme le Canada, se trouveront confrontés à des problèmes nucléaires stratégiques en raison de leur position géographique.

QUATRIÈMEMENT, LE CANADA DEVRAIT DE nouveau s'intéresser à la question des essais nucléaires. Dans sa réponse au président Bush, Mikhaïl Gorbatchev a annoncé un moratoire d'une année sur les essais à Novaya Zemlya. Tous les États nordiques ont fortement intérêt à appuyer ce moratoire et à prévenir la réactivation d'un polygone d'essais écologiquement fragile. La question de l'interdiction des essais nucléaires risque d'être aussi importante à la conférence d'examen du TNP en 1995 qu'elle l'a été en 1990. À l'époque, l'impossibilité de s'entendre sur une telle interdiction avait enfermé la conférence dans une impasse.

Le régime de la non-prolifération en est à une étape cruciale de son développement. En effet, le nombre de ses partisans, notamment parmi les États possédant officiellement l'arme nucléaire et parmi ceux qui sont sur le point de s'en doter n'a jamais été si grand, mais les techniques qui favorisent la prolifération sont de moins en moins contrôlables. Le moratoire soviétique offre l'oc-

casion de commencer à se préparer bien à l'avance à la conférence de 1995. En premier lieu, on pourrait organiser une conférence réunissant tous les pays voisins de l'URSS touchés par les essais de Novaya Zemlya. Il y aurait, bien entendu, un grand absent : les États-Unis. Néanmoins, l'union n'est pas seulement garante de sécurité mais aussi d'efficacité. Une assemblée circumpolaire à laquelle on discuterait de solutions de remplacement à la reprise des essais à Novaya Zemlya (si tout le reste échoue, pourquoi ne pas laisser les Soviétiques faire leurs essais au Nevada ?) ne pourrait pas être complètement ignorée à Washington. Des plaidoyers timides de diplomates canadiens agissant isolément le seront assurément.

Évidemment, ce ne sont pas ces propositions qui sont nouvelles mais la conjoncture politique. Le 27 septembre, le président Bush a essayé de reprendre les rênes en matière de limitation des armes nucléaires, mais à la lumière de la désintégration inéluctable de l'Union soviétique, il n'est pas certain qu'il sera possible de maintenir le dialogue habituel sur la question. Après le coup d'État, la limitation des armements ne ressemblera guère à ce qu'elle a été pendant ces vingt dernières années. Le problème dorénavant consiste à aider à définir le nouveau programme, ce qui peut commencer par le choix de la voie qui rendra les armes nucléaires de plus en plus dépassées. □

